

Baisse des prix du pétrole, une bonne nouvelle avant tout pour l'Europe

Les prix du pétrole sont en nette baisse depuis le début de l'année. Si cette baisse est en partie le reflet de craintes d'un ralentissement économique marqué, elle est aussi le résultat d'un changement de politiques de la part des pays producteurs. Aux Etats-Unis, cette baisse ne serait pas suffisante pour compenser la hausse de l'inflation générée par les nouveaux droits de douane. En revanche, en Europe, elle pourrait offrir un vrai soutien en diminuant l'inflation. Elle permettrait à la fois un soutien au pouvoir d'achat et inciterait la Banque Centrale Européenne à poursuivre la détente de sa politique monétaire.

Les prix du pétrole continuent de baisser, à leurs plus bas niveaux depuis 4 ans.

L'indice américain WTI avoisine les 58 dollars par baril (à comparer avec 75 en moyenne sur 2024) tandis que le Brent approche les 61 dollars par baril et 54 en euros (à comparer à 79 dollars et 73 euros en moyenne sur 2024). Le cours du pétrole affiche ainsi depuis le début de l'année une diminution de près de 15% en dollars et de 23% en euros. Les anticipations des marchés (les *forwards*) indiquent par ailleurs un prix du baril qui resterait faible, autour de 62 dollars le baril du Brent.

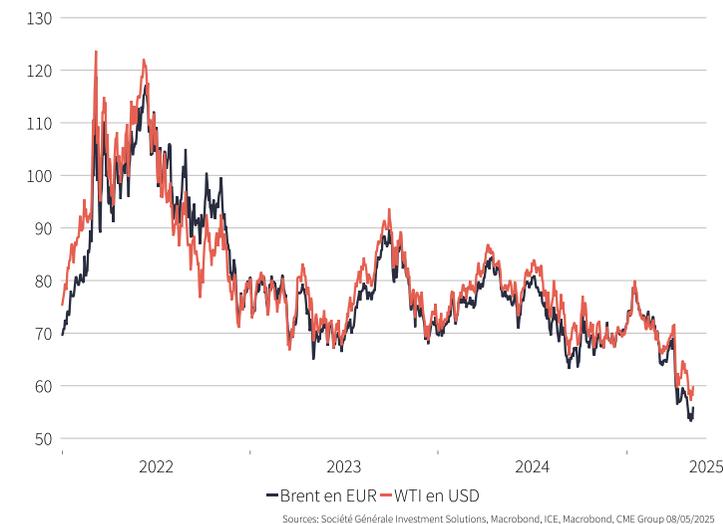
La crainte d'une moindre demande explique tout d'abord la baisse des cours du pétrole. En effet, la mise en place de droits de douane aux Etats-Unis fait craindre un ralentissement de l'activité économique mondiale qui pèserait sur la demande de pétrole. Dans son dernier rapport d'avril, l'Agence Internationale de l'énergie (AIE), la croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2025 a été revue à la baisse de 300 kb/j depuis le rapport du mois dernier, à 730 kb/j, soit une baisse d'environ un tiers.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Toutes les données proviennent de Bloomberg, Macrobond au 09/05/2025, date d'achèvement de cette publication. Conformément à la réglementation en vigueur, nous informons le lecteur que ce document est qualifié de document à caractère promotionnel.

Une offre mondiale de pétrole en augmentation. Au-delà de l'anticipation d'un ralentissement de la demande, la baisse du baril résulte d'augmentation de la production. En premier lieu, les Etats-Unis restent sur une tendance d'augmentation rapide leur production, dépassant aujourd'hui 22% de la production mondiale. Si cette tendance est visible depuis déjà une quinzaine d'années, elle s'aligne dorénavant avec la volonté politique de Donald Trump « *Drill, Baby, Drill* ». En parallèle, les pays de l'OPEP+ ont dernièrement opté pour un changement de stratégie en annonçant une augmentation de leur production, après plusieurs années d'une stratégie de baisse afin de stimuler les cours à la hausse. Cette nouvelle stratégie serait le reflet de la volonté des membres de l'OPEP+ d'aplanir les différents internes et de faire baisser les prix du pétrole en-dessous des coûts de production américains (estimés entre 60 et 70 \$), afin de réduire la rentabilité des producteurs américains, de freiner leur production et ainsi de regagner des parts de marché.

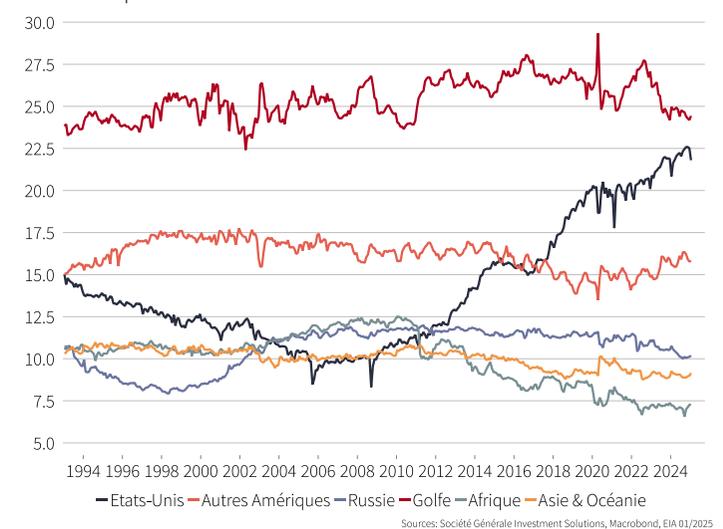
Une bonne nouvelle pour l'inflation. La baisse du pétrole pourrait confirmer la désinflation en cours depuis plusieurs mois. En effet, les prix de l'énergie restent une composante importante de l'indice total des prix (jusqu'à 7% si l'on considère une mesure large de l'énergie). En maintenant les cours aux niveaux actuels, et en tablant sur une transmission partielle, la baisse du pétrole pourrait contribuer à réduire l'inflation de ½ point aux Etats-Unis et de ½ à 1 point en zone euro, par rapport à leurs niveaux de 2024. Cela offrirait à la fois un soutien en termes de pouvoir d'achat ainsi qu'une confirmation de détente des banques centrales. Aux Etats-Unis cependant, cette baisse de l'inflation énergétique ne serait pas suffisante pour compenser la hausse des prix générée par les nouveaux droits de douane. Au total, la baisse des prix du pétrole, particulièrement marquée en euros, serait avant tout une bonne nouvelle pour l'inflation de la zone euro et encouragerait la Banque Centrale Européenne à poursuivre la détente de sa politique monétaire au cours des prochains mois.

PRIX DU BARIL DE PETROLE



PRODUCTION PETROLE

En % de la production total



Les événements de la semaine passée

Allemagne : Élection de Mertz & accord de coalition

Mardi 6 mai, Friedrich Merz a été nommé chancelier, après un premier vote infructueux. Il devra désormais mettre en œuvre le pacte signé avec la coalition formée par la CDU, la CSU et le SPD, qui prévoit notamment un plan de relance de 500 milliards d'euros mais également des baisses d'impôts.

Le plan de relance prévoit un fonds spécial, sur lequel le frein à l'endettement ne s'appliquera pas. Le plan a pour objectif la modernisation des infrastructures, dans les transports et les réseaux électriques. Il prévoit également un volet consacré aux Länders à hauteur de 100 milliards d'euros. Enfin, une partie sera dévolue à la Bundeswehr, pour passer des commandes dans l'industrie de la défense. Le pacte prévoit également une baisse de la fiscalité, avec une réduction de l'impôt sur le revenu pour les foyers à faibles et moyens revenus, et également une défiscalisation des heures supplémentaires.

La FED maintient ses taux inchangés, la BOE les abaisse

Comme attendu, la Réserve fédérale (Fed) a décidé mercredi 7 mai de laisser ces taux dans la fourchette de 4,25%/4,50%. La banque centrale a indiqué qu'elle restait attentive aux deux objectifs de son mandat : limiter l'inflation tout en préservant l'emploi.

A la suite de cette annonce, le taux des bons du Trésor est resté relativement stable, passant de 4,26% à 4,37%. Le président de la Fed, Jerome Powell, a déclaré qu'il était « temps d'attendre avant d'ajuster la politique monétaire », tout en ajoutant qu'il fallait davantage de données pour prendre une décision. L'évolution des droits de douane, ainsi que l'issue des négociations commerciales en cours, pourraient également influencer la prochaine orientation.

De son côté, la Banque d'Angleterre (Boe) a abaissé jeudi son taux directeur de 0,25 point, le portant à 4,25%. Elle a précisé que les droits de douane pourraient peser sur la croissance du Royaume-Uni, même si l'incertitude restait élevée.

LES ÉVÉNEMENTS DANS LES MOIS À VENIR

5 juin : réunion de politique monétaire de la BCE

18 juin : réunion de politique monétaire de la FED

19 juin : réunion de politique monétaire de la BoE

Début juillet : fin de la suspension des droits de douane américains

Mi-juillet : grandes orientations du budget annoncées par le gouvernement

ÉVÉNEMENTS ET CHIFFRES CLÉS À VENIR

Samedi

Chine Taux d'inflation (avril)

Mardi

Royaume-Uni Taux de chômage (mars)
États-Unis Inflation (avril)

Jeudi

Royaume-Uni Taux de croissance (Q1 et mars)
États-Unis Chiffres vente au détail
États-Unis Discours de Powell

Vendredi

Japon Taux de croissance

PERFORMANCES DES MARCHÉS

Taux interbancaires

%	07/05/2025	09/04/2025	07/02/2025	01/01/2025	09/05/2024
Etats-Unis SOFR	4,348	4,34	4,33	4,53	5,32
Zone euro €ster	2,169	2,42	2,67	2,91	3,90
Royaume-Uni SONIA	4,460	4,46	4,45	4,70	5,20
Suisse SARON	0,198	0,21	0,43	0,45	1,45
Japon TONAR	0,477	0,48	0,48	0,23	0,08

Taux souverains 10 ans

%	08/05/2025	09/04/2025	07/02/2025	01/01/2025	09/05/2024
Etats-Unis Treasuries	4,37	4,34	4,49	4,58	4,45
France OAT	3,21	3,36	3,09	3,18	3,00
Allemagne Bund	2,51	2,57	2,38	2,36	2,49
Italie BTP	3,57	3,87	3,47	3,52	3,83
Espagne Bonos	3,16	3,32	3,05	3,06	3,28
Suisse	0,22	0,45	0,35	0,32	0,69
Royaume-Uni Gilts	4,52	4,73	4,48	4,55	4,14
Japon JGB	1,30	1,26	1,29	1,08	0,90

Crédit et dette émergente

%	08/05/2025	09/04/2025	07/02/2025	01/01/2025	09/05/2024
Etats-Unis IG	5,31	5,44	5,30	5,33	5,50
Etats-Unis HY	7,73	8,58	7,25	7,49	7,89
Europe IG	3,41	3,64	3,34	3,44	3,98
Europe HY	5,99	6,79	5,55	5,70	6,66
Emergents devises	6,33	6,67	6,25	6,40	6,93

Indices actions

08/05/2025 vs	-1w	-1m	-3m	01/01/2025	-1y
Monde	-0,10	7,22	-4,497	-1,00	8,870
Etats-Unis	-0,23	4,23	-6,903	-3,63	9,976
Zone euro	0,62	16,09	2,687	11,10	10,180
France	-0,41	13,42	-2,068	6,00	-0,801
Allemagne	1,04	18,41	6,935	17,35	25,245
Royaume-Uni	-0,52	12,06	-0,989	5,61	6,219
Japon	0,37	14,89	-0,248	-2,13	0,618
Emergents (USD)	-0,10	10,81	0,096	2,52	8,015
Chine (USD)	0,33	10,83	4,922	12,71	23,814
Inde (USD)	-2,03	8,54	3,800	-3,17	3,775
Amérique latine (USD)	0,95	14,78	9,974	22,83	-6,060

Taux de change

	08/05/2025	09/04/2025	07/02/2025	01/01/2025	09/05/2024
EUR/USD	1,13	1,10	1,03	1,04	1,08
GBP/USD	1,33	1,28	1,24	1,25	1,25
EUR/CHF	0,93	0,93	0,94	0,94	0,98
USD/JPY	144,99	144,80	151,37	157,00	155,57
USD/CNY	7,23	7,34	7,29	7,30	7,22

Prix des matières premières

	08/05/2025	09/04/2025	07/02/2025	01/01/2025	09/05/2024
Brent, USD/BL	63	66	75	75	84
Cuivre, USD/Tonne met.	9 413	8 539	9 288	8 706	9 728
Or, USD/Ozt	3 307	3 081	2 861	2 606	2 346
Argent, USD/Ozt	32	30	32	29	28
Palladium, USD/Ozt	975	901	969	909	950
Platinum, USD/Ozt	986	920	993	913	975

Source : Bloomberg, au 09/05/2025-1S = variation sur 1 semaine, -3M = variation sur 3 mois, -12M = variation sur 12 mois, Début d'année = variation depuis le début de l'année. Actions ; rendement total en devise locale. Obligations souveraines = rendement à 10 ans. Les chiffres sont arrondis.

AVERTISSEMENT IMPORTANT

Avertissement général

Ce document est une communication à caractère promotionnel publiée par Société Générale Private Banking, qui est la ligne métier du groupe Société Générale opérant à travers son siège au sein de Société Générale S.A. en France et son réseau (départements ou entités juridiques distinctes (succursales ou filiales, ci-après les « Entités »)), localisé sur les territoires mentionnés ci-après, agissant sous la marque « Société Générale Private Banking » et distributeurs du présent document.

Le présent document de nature informative, sujet à modification, est communiqué à titre purement indicatif et n'a pas de valeur contractuelle.

Son contenu n'est pas destiné à fournir un service d'investissement, il ne constitue ni un conseil en investissement ou une recommandation personnalisée sur un produit financier, ni un conseil ou une recommandation personnalisée en assurance, ni une sollicitation d'aucune sorte, ni un conseil juridique, comptable ou fiscal de la part de Société Générale Private Banking et de ses Entités. L'information contenue dans ce document n'a pas pour objectif de fournir une base permettant de prendre une décision d'investissement.

Tout investissement peut avoir des conséquences fiscales et Société Générale Private Banking et ses Entités ne fournissent pas de conseil fiscal. Le niveau d'imposition dépend des circonstances individuelles et les niveaux et assiettes d'imposition peuvent changer. En outre, le présent document n'a pas pour objet de fournir des conseils comptables, fiscaux ou juridiques et ne doit pas être utilisé à des fins comptables, fiscales ou juridiques. Des conseils indépendants doivent être sollicités le cas échéant.

Les données historiques utilisées et les informations et avis cités, proviennent ou sont notamment basées sur des sources externes que Société Générale Private Banking et ses Entités considèrent fiables mais qu'elles n'ont pas vérifiées de manière indépendante. Société Générale Private Banking et ses Entités n'assumeront aucune responsabilité quant à l'exactitude, la pertinence et l'exhaustivité de ces données.

Le contenu de ce document ne prend pas en compte d'objectifs d'investissement ni de situations financières spécifiques. Il appartient aux investisseurs de prendre contact avec leurs conseillers externes habituels afin d'obtenir toutes les informations financières, juridiques et fiscales qui leur permettront d'apprécier les caractéristiques et les risques de l'investissement envisagé ainsi que la pertinence de la mise en œuvre des stratégies dont il est question dans le présent document.

L'investissement dans certaines classes d'actifs citées peut ne pas être autorisé dans certains pays ou peut être réservé qu'à une certaine catégorie d'investisseurs. Il est de la responsabilité de toute personne en possession de ce document de s'informer et de respecter les dispositions légales et réglementaires de la juridiction concernée.

Ce document n'est en aucune manière destiné à être diffusé à une personne ou dans une juridiction pour laquelle une telle diffusion serait restreinte ou illégale. Il ne peut notamment pas être diffusé aux États-Unis, et ne peut être distribué, directement ou indirectement, sur le marché des États-Unis ou auprès d'une US Person.

Risques généraux

Certaines classes d'actifs citées peuvent présenter divers risques, impliquer une perte potentielle de la totalité du montant investi voire une perte potentielle illimitée, et n'être en conséquence réservées qu'à une certaine catégorie d'investisseurs, et/ou adaptées qu'à des investisseurs avertis et éligibles à ces classes d'actifs. En outre, ces classes d'actifs doivent être conformes au Code de Conduite fiscale du groupe Société Générale.

Le prix et la valeur des investissements ainsi que les revenus qui en dérivent peuvent fluctuer, à la hausse comme à la baisse. Les variations de l'inflation, de taux d'intérêts et de taux de change peuvent avoir des effets négatifs sur la valeur, le prix et le revenu des investissements libellés dans une devise différente de celle du client. Les éventuelles simulations et exemples contenus dans ce document sont fournis à titre indicatif et à des fins d'illustration uniquement. La présente information peut être modifiée en fonction des fluctuations des marchés, et les informations et avis mentionnés dans ce document peuvent être amenés à évoluer. Société Générale Private Banking et ses Entités ne s'engagent ni à actualiser ni à modifier le présent document, et n'assumeront aucune responsabilité à cet égard.

Le présent document a pour seul but d'informer les investisseurs, qui prendront leurs décisions d'investissement sans se fier uniquement à ce document. Société Générale Private Banking et ses Entités ne sauront être tenus pour responsables en cas de perte directe ou indirecte liée à un quelconque usage de ce document ou de son contenu. Société Générale Private Banking et ses Entités n'offrent aucune garantie, expresse ou tacite, quant à l'exactitude ou l'exhaustivité de ces informations ou quant à la rentabilité ou la performance de toute classe d'actifs, pays, ou marché.

Les informations sur les performances passées éventuellement reproduites ne garantissent en aucun cas les performances futures et peuvent ne pas se reproduire. La valeur d'un investissement n'est pas garantie et la valorisation d'investissements peut fluctuer.

Les prévisions concernant les performances futures sont basées sur des hypothèses qui peuvent ne pas se concrétiser. Les scénarios présentés sont des estimations de performances futures, fondées sur des informations passées sur la manière dont la valeur d'un investissement varie et/ou sur les conditions de marché actuelles, et ne sont pas des indications exactes. Le rendement obtenu par des investisseurs sera amené à varier en fonction des performances du marché et de la durée de conservation de l'investissement par l'investisseur. Les performances futures peuvent être soumises à l'impôt, lequel dépend de la situation personnelle de chaque investisseur et est susceptible de changer à l'avenir.

Pour une définition et description des risques plus complète, veuillez vous référer au prospectus ou, le cas échéant, aux autres documents réglementaires (si applicable) avant toute décision d'investissement.

Le présent document est confidentiel, destiné exclusivement à la personne à laquelle il est remis, et ne peut ni être communiqué ni porté à la connaissance de tiers (à l'exception des conseils externes et à condition qu'ils en respectent eux-mêmes la confidentialité), ni reproduit totalement ou partiellement, sans accord préalable et écrit de Société Générale Private Banking et de ses Entités.

Conflits d'intérêts

Le groupe Société Générale maintient effective une organisation administrative prenant toutes les mesures nécessaires pour identifier, contrôler et gérer les conflits d'intérêts. À cet effet, Société Générale Private Banking et ses Entités ont mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts pour prévenir les conflits d'intérêts, y compris des murailles de Chine en matière d'information.

Ce document contient les avis de la ligne métier Société Générale Private Banking. Les opérateurs de marché de Société Générale peuvent effectuer des transactions, ou ont effectué des transactions, sur la base des avis et études de ces personnes. De plus, les équipes de Société Générale Private Banking sont rémunérées, en partie, en fonction de la qualité et de la précision de leurs études, des commentaires des clients, des revenus de l'entité Société Générale Private Banking qui les emploie, et de facteurs concurrentiels.

AVERTISSEMENT IMPORTANT

En règle générale, les sociétés du groupe Société Générale peuvent être teneur de marché, chef de file ou chef de file associé à une offre publique d'instruments financiers, effectuer des transactions concernant les titres auxquels il est fait référence dans ce document, et peuvent fournir des services bancaires aux sociétés mentionnées dans ce document, ainsi qu'à leurs filiales. Les sociétés du groupe Société Générale, peuvent, de temps à autre, réaliser des transactions, générer des profits, détenir des titres ou agir comme conseiller, courtier ou banquier en lien avec ces titres, ou des dérivés de ces titres, ou en lien avec les classes d'actifs mentionnées dans ce document.

Les sociétés du groupe Société Générale peuvent être représentées au conseil de surveillance ou d'administration de ces sociétés.

Les employés du groupe Société Générale, ou les personnes ou entités qui leur sont liées, peuvent, de temps à autre, détenir une position dans un titre ou une classe d'actifs mentionné(e) dans ce document.

Les sociétés du groupe Société Générale peuvent acquérir ou liquider, de temps à autre, des positions dans les titres, ou actifs sous-jacent (y compris leurs dérivés) mentionnés dans ce document, ou dans tout autre actif le cas échéant, et par conséquent tout rendement pour un investisseur potentiel peut en être directement ou indirectement affecté.

Les sociétés du groupe Société Générale n'ont aucune obligation de divulguer ou de prendre en compte ce document dans le cadre de conseil ou de transactions avec un client ou au nom d'un client.

Par ailleurs, les sociétés du groupe Société Générale peuvent émettre d'autres études qui ne sont pas alignées, ou dont les conclusions diffèrent des informations présentées dans ce document, et n'ont aucune obligation de s'assurer que de telles autres études sont portées à la connaissance de tout récipiendaire du présent document.

Avertissement spécifique par juridiction

FRANCE : Sauf indication contraire expresse, le présent document est publié et distribué par Société Générale, établissement de crédit prestataire de services d'investissement agréé par et sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE »)

(sise ECB Tower, Sonnemannstraße 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne) au sein du Mécanisme de supervision unique banque française autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (sise 4, Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09), et l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») (sise 17 Pl. de la Bourse, 75002 Paris). Société Générale est également enregistrée auprès de l'ORIAS en qualité d'intermédiaire en assurance sous le numéro 07022493 orias.fr.

Société Générale est une société anonyme française au capital de 1 015 044 435,00 euros au 25 juillet 2024, dont le siège social est situé 29 boulevard Haussmann, 75009 Paris, et dont le numéro d'identification unique est 552 120 222 R.C.S. Paris et le numéro ADEME est FR231725_01YSGB. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur www.privatebanking.societegenerale.fr

LUXEMBOURG : Le présent document est distribué au Luxembourg par Société Générale Luxembourg, société anonyme enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6061 et établissement de crédit autorisé et régi par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »), sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE »), et dont le siège social est sis 11, avenue Émile Reuter – L 2420 Luxembourg. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur <https://www.societegenerale.lu/>. Aucune décision d'investissement quelle qu'elle soit ne pourrait résulter de la seule lecture de ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant à l'exactitude ou autre caractéristique des informations contenues dans ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant aux actions menées par le destinataire de ce document sur la seule base de ce dernier, et Société Générale Luxembourg ne se présente pas comme fournissant des conseils, notamment en ce qui concerne les services d'investissement. Les opinions, points de vue et prévisions exprimées dans le présent document (y compris dans ses annexes) reflètent les opinions personnelles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas les opinions d'autres personnes ou de Société Générale Luxembourg, sauf indication contraire. Ce document a été élaboré par Société Générale. La CSSF n'a procédé à aucune analyse, vérification ou aucun contrôle sur le contenu du présent document.

MONACO : Le présent document est distribué à Monaco par Société Générale Private Banking (Monaco) S.A.M., sise 11 avenue de Grande Bretagne, 98000 Monaco, Principauté de Monaco, régie par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et la Commission de Contrôle des Activités Financières. Les produits financiers commercialisés à Monaco peuvent être réservés à des investisseurs qualifiés conformément aux dispositions de la loi n° 1.339 du 07/09/2007 et de l'Ordonnance Souveraine n° 1.285 du 10/09/2007. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur <http://www.privatebanking.societegenerale.com>.

SUISSE : Le présent document peut être constitutif de publicité au sens de la Loi sur les services financiers (« LSFIn »). Il est distribué en Suisse par Société Générale Private Banking (Suisse) SA (« SGPBS ») ou la « Banque », dont le siège se trouve à la rue du Rhône 8, CH-1204 Genève. SGPBS est une banque autorisée par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Le présent document ne peut en aucun cas être considéré comme un conseil ou une recommandation d'investissement de la part de SGPBS. La Banque recommande d'obtenir un avis professionnel avant d'agir ou de ne pas agir sur la base de ce document et n'accepte aucune responsabilité en lien avec le contenu de ce document. Les instruments financiers, incluant notamment les parts de placements collectifs et les produits structurés, ne peuvent être offerts que conformément à la LSFIn. De plus amples informations sont disponibles sur demande auprès de SGPBS ou sur www.privatebanking.societegenerale.com.

Le présent document n'est distribué ni par SG Kleinwort Hambros Bank Limited au Royaume-Uni, ni par ses succursales à Jersey, Guernesey et Gibraltar qui agissent ensemble sous la marque « SG Kleinwort Hambros ». En conséquence, les informations communiquées et les éventuelles offres, activités et informations patrimoniales et financières présentées ne concernent pas ces entités et peuvent ne pas être autorisées par ces entités ni adaptées sur ces territoires. De plus amples informations sur les activités des entités de la banque privée de Société Générale situées sur les territoires du Royaume-Uni, des îles anglo-normandes et de Gibraltar, incluant des informations complémentaires de nature légale et réglementaire, sont disponibles sur www.kleinworthambros.com.

